



tribunes

Unis & solidaires pour Auray

L'hiver s'achève mais l'arrivée des beaux jours ne peut taire l'émotion, la tristesse et aussi la colère de voir qu'en France, en 2009, des hommes meurent de froid dans la rue. Mais où peuvent se loger aujourd'hui les gens qui souffrent, les ménages modestes, les familles monoparentales ?

Dans le parc HLM me direz vous ! Le contexte de pénurie de logements accessibles et la forte hausse du prix de l'immobilier rend de plus en plus incertaines les possibilités de se loger. A plus forte raison lorsque l'emploi disparaît. Et la loi Boutin votée récemment, visant à privatiser le logement social, n'améliore pas la situation. A la crise financière apparue en 2008, prévisible car nul n'ignorait le phénomène des « Subprimes », suit la crise économique avec son lot de misère. La mise sur le marché de logements s'en trouve ralentie.

Des millions de manifestants réclament l'augmentation des salaires, la défense de l'emploi et des services publics. En réponse, le Président N. Sarkozy distribue des milliards d'euros aux banques et à quelques grandes entreprises mais laisse la population en souffrance face à la crise. Fidèle à son discours libéral, mais à contre courant de l'histoire, il rêve d'une France de propriétaires via le crédit hypothécaire qui a permis à 70 % de Britanniques et d'Américains d'être propriétaires et ... surendettés.

Il est plus qu'urgent d'aider les communes pour relancer la construction de logements. Bien répartis sur tout le territoire c'est ainsi que **on garantira le droit au logement pour tous**, pour les plus démunis et pour nos concitoyens qui ne peuvent accéder à la propriété ou envisager de devenir locataires dans le parc privé. Nous en sommes convaincus. ■

L'Union pour Auray

Voilà un an que les élections municipales ont eu lieu. Nous sommes donc élus, de l'opposition, sans représenter un clan, ou un parti mais au service de tous les Alréens et nous travaillons depuis dans ce sens, faisant montre d'esprit constructif, de propositions tout en restant fidèles à nos valeurs.

Depuis mars, nous avons pu constater le travail remarquable des services municipaux dont tout un chacun a pu se rendre compte lors du passage du Tour de France le 06 juillet dernier et bien sûr, la formidable vitalité du tissu associatif que nous devons, par contre, plus encore encourager et ne pas trop vouloir « municipaliser ».

Si notre position nous impose l'humilité, la présence sur le terrain, d'être à votre écoute, afin de s'inscrire dans la durée pour les 5 ans à venir, être élus dans l'opposition c'est aussi avoir une vision différente et travailler à un projet d'alternance.

A l'heure du vote du budget, nous exprimons donc une vive inquiétude quant à la situation de nos finances et l'état de notre endettement.

Les projets portés sous l'ancien mandat (Place du Ballon, Stade de Ty-Coat...) ont fortement impacté notre capacité d'investissement et dans le contexte difficile actuel, il serait dommageable de faire subir aux Alréens par une augmentation de l'impôt, ou aux générations futures par une aggravation de la dette, les conséquences de dossiers aux plans de financement mal ficelés ou trop couteux.

Et si cette capacité d'investissement est compromise, ce sont des projets comme la salle polyvalente pour les associations qui risquent de ne pas voir le jour.

Dans ces temps difficiles, chacun sait pour le faire pour soi-même, qu'il convient de dépenser moins et de gérer mieux. ■

Vivre Ensemble à Auray Biuein Asabl en Alré

LA CIGALE ET LA FOURMI

Parlons budget puisque c'est le sujet d'actualité et que malheureusement pour nous il semble bien que la bise soit venue. Nous n'avons plus guère de marge de manoeuvre pour l'année 2009. Il est trop tard pour regretter les sommes allègrement dépensées jusqu'à présent. Pourtant cela pose tout de même une question de principe : administrer une commune, c'est aussi anticiper et ne pas imposer à ses successeurs les conséquences de choix parfois précipités. Il faut savoir investir, c'est vrai, mais il faut aussi prendre en compte l'augmentation automatique des frais de fonctionnement qui accompagne tout nouvel équipement. Un boulo-drome par exemple ne coûte pas seulement le prix de sa construction mais engage un entretien à budgeter chaque année ensuite.

Il est plus qu'imprudent de dépenser systématiquement.

Les travaux de St-Goustan vont lourdement grever notre budget. Là comme ailleurs, l'Etat et la solidarité intercommunale doivent jouer leur rôle au bénéfice de tous, mais il ne faudrait pas toujours rejeter la responsabilité des ses propres choix sur les autres.

Les services aux personnes sont à la charge des communes et des communautés de communes, et personne ne songe à remettre en cause les services à la petite enfance, aux personnes âgées, c'est ce qui justifie le principe des impôts, mais il ne faudrait pas non plus que les contribuables, qui connaissent eux-mêmes des difficultés économiques, aient l'impression qu'on dilapide le fruit de leurs efforts.

La liberté de prendre des décisions suppose la responsabilité de les assumer. ■